Le mandat du rapporteur spécial sur le Burundi sauvé de justesse

Human Rights Tribune, 25 septembre 08 - La lente Ã©rosion des experts de lâ€™ONULe mandat du rapporteur spÃ©cial sur le LibÃ©ria a Ã©tÃ© supprimÃ©, ceux sur le Cambodge, le Soudan et le Burundi revus Ã la baisse durant la 9Ã¨me session du Conseil des droits de lâ€™homme. La menace plane sur le mÃ©canisme le plus important de lâ€™ONU en la matiÃ¨reÂ !Juan Gasparini/Tribune des droits humains - La plus importante invention de lâ€™ONU en matiÃ¨re de droits de lâ€™homme, les rapporteurs spÃ©ciaux par pays, est menacÃ©e. Le pÃ©ril vient dâ€™Ã‰tats gÃ©nÃ©ralement critiquÃ©s pour leurs violations voudraient les affaiblir, voire les faire disparaÃ®tre. Durant cette 9Ã¨me session du Conseil des droits de lâ€™homme, le mandat sur le LibÃ©ria a Ã©tÃ© supprimÃ©. Ceux sur le Cambodge, le Soudan et le Burundi ont Ã©tÃ© sauvÃ©s de justesse, temporairement. Ils ont toutefois Ã©tÃ© revus Ã la baisse. Tandis que la tentative de crÃ©er un nouveau poste pour le TurkmÃ©nistan a Ã©chouÃ©. Seul HaÃ¯ti a demandÃ© de prolonger le mandat de son expert pour deux annÃ©es supplÃ©mentaires.

Mercredi 24 septembre, les Etats ont donc dÃ©cidÃ© que lâ€™expert pour le Burundi restera jusquâ€™Ã Â«Â la mise en place Commission nationale indÃ©pendante des droits de lâ€™hommeÂ Â». Aucun dÃ©lai nâ€™a toutefois Ã©tÃ© fixÃ©. La rapporte Soudan est autorisÃ©e Ã poursuivre son mandat pour six mois. Elle prÃ©sentera son rapport en juin 2009. Son collÃ¨gue sur le Cambodge a perdu son statut de reprÃ©sentant spÃ©cial du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâ€™ONU. Ce qui signifie que ses ra ne seront plus prÃ©sentÃ©s Ã New York. Il est invitÃ© Ã faire un rapport dans une annÃ©e Ã condition de Â«Â nouer des rela constructives avec le gouvernement cambodgienÂ Â».Il faut se rappeler que le Conseil avait hÃ©ritÃ© des procÃ©dures spÃ©ciales de la dÃ©funte Commission des droits de lâ€™homme, la plupart Â«Â thÃ©matiquesÂ Â» (torture, exÃ©cutions extrajudiciaires, libertÃ© dâ€™expression, etc.) mais certaines aussi par pays. Deux dâ€™entre eux, concernant Cuba et la BiÃ©lorussie, ont Ã©tÃ© sacrifiÃ©s au nom de la Â«Â realpolitikÂ Â» qui a permis dâ€™achever la transition entre la Commissi Conseil par consensus en juin 2007.Puis, Ã la fin de lâ€™Ã©tÃ© 2007, le groupe africain, fort de 13 pays sur les 47 du Conseil, avait fait connaÃ®tre son offensive pour se dÃ©barrasser de cinq de ses rapporteursÂ : RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo (RDC), LibÃ©ria, Burundi, Soudan et Somalie. PrÃ©texte invoquÃ©Â : la crÃ©ation de lâ€™Examen pÃ©riodique universel (EP rÃ©vision gÃ©nÃ©rale en matiÃ¨re de droits de lâ€™homme, tous les quatre ans, des 192 Ã‰tats qui composent lâ€™ONU. C mÃ©canisme, crÃ©Ã© dans la foulÃ©e du nouveau Conseil, rendrait inutiles ces rapporteurs, selon les groupe africain.AprÃ¨s lâ€™abandon du rapporteur pour la RDC, puis celui pour le LibÃ©ria et les limitations de lâ€™activitÃ© des experts au Soudan Burundi, reste pour lâ€™Afrique la Somalie, qui sera Ã©valuÃ©e en mars 2009. Un haut diplomate occidental qui dÃ©sire garde lâ€™anonymat reconnaÃ®t dans les coulisses du Palais des Nations que le maintien de ces rapporteurs Â«Â est un combat permanentÂ Â», surtout devant Â«Â lâ€™hostilitÃ© africaineÂ Â». Câ€™est Â«Â une difficultÃ© particuliÃ¨re de faire comprend nominations ne sont pas des accusations contre ces pays.Â Â»